vinetur

Les pépiniéristes viticoles italiens plaident pour financer la replantation plutôt que l’arrachage des vignes

Une reconversion avec du matériel végétal certifié préparerait mieux les viticulteurs à la baisse de la demande, à la sécheresse, aux fortes chaleurs et aux maladies.

vendredi 13 novembre 2026



La filière italienne des pépinières viticoles appelle les pouvoirs publics à consacrer les fonds publics à la reconstitution du vignoble plutôt qu’à indemniser les viticulteurs pour arracher leurs vignes. Elle estime que la production de vin italienne doit s’adapter à la

baisse de la demande et aux contraintes climatiques grâce à la replantation, à de nouveaux matériels végétaux et à une accélération de l'innovation.

Cette proposition a été présentée jeudi 12 novembre dans un rapport publié par Unione Italiana Vini. Selon ce document, deux organisations de pépiniéristes, Miva et l'Associazione Vivaisti Viticoli Friuli Venezia Giulia, souhaitent que les ressources disponibles soient consacrées à la restructuration et à la reconversion du vignoble plutôt qu'à des aides à l'arrachage.

Les deux organisations estiment que les difficultés du secteur viticole italien ne peuvent être résolues par une simple réduction des surfaces plantées. Selon elles, il faut repenser les vignobles afin qu'ils correspondent mieux à l'évolution de la demande des consommateurs, à l'aggravation des risques météorologiques et aux changements climatiques à long terme. Cela suppose d'investir dans des variétés, des clones et des porte-greffes jugés plus adaptés aux conditions de culture à venir, tout en accordant davantage d'importance aux plants certifiés, à la traçabilité, aux garanties sanitaires et à la recherche menée en amont de la plantation.

Le débat intervient à un moment délicat pour la filière viticole italienne, confrontée à une baisse de la consommation sur certains marchés, à l'évolution des conditions d'exportation et au coût croissant de l'adaptation des vignobles à la sécheresse, aux fortes chaleurs et aux maladies. Le choix entre subventionner l'arrachage et soutenir la reconversion pourrait influer non seulement sur l'offre future de raisins, mais aussi sur la demande de plants, le rythme du renouvellement variétal et la capacité des viticulteurs à répondre à l'évolution des besoins du marché. À terme, cela pourrait également avoir des répercussions sur les volumes et les types de vins commercialisés, ainsi que sur les décisions d'investissement dans l'ensemble de la filière des boissons.

Unione Italiana Vini indique que les deux organisations représentent à elles seules la quasi-totalité du secteur italien des pépinières viticoles. Dans des propos cités par le rapport, Dino Scanavino, président de Miva, et Yuri Zambon, directeur de VCR pour l'association de pépiniéristes du Frioul-Vénétie Julienne, ont déclaré que le pays devait aller au-delà du simple remplacement des vieilles vignes par des vignes similaires et orienter les investissements vers de nouveaux choix de plantation, susceptibles

d’améliorer la résilience et la qualité au cours des prochaines décennies.

Leur argument repose sur l’idée que la production de plants n’est pas une simple activité de soutien, mais un volet stratégique de l’adaptation de la filière viticole. En plaidant pour des plants certifiés et des contrôles phytosanitaires renforcés, les organisations lient de fait les aides publiques à la qualité et à l’état sanitaire des nouveaux vignobles. Elles présentent également l’innovation dans les pépinières comme un élément de la réponse globale au changement climatique, car les porte-greffes et les cépages peuvent influer sur la consommation d’eau, la résistance aux maladies, les rythmes de maturation et la régularité des récoltes.

Le même rapport met également en avant une proposition distincte, mais liée, du pépiniériste Marco Vacchetti visant à simplifier la classification des cépages destinés aux vins en Italie. Le système actuel peut ralentir l’introduction de matériel végétal nouveau ou jusque-là exclu, car les règles de culture et celles relatives aux appellations sont étroitement liées. La proposition de Vacchetti consisterait à dissocier ces deux questions.

Selon le dispositif présenté par Unione Italiana Vini, un cépage pourrait être cultivé dès lors qu’il figure au registre national, tandis que les autorités territoriales chargées de réglementer les appellations continueraient de décider s’il peut être utilisé dans les vins DOC, DOCG ou IGT. En pratique, un cépage pourrait ainsi être planté et étudié plus facilement, sans pour autant avoir automatiquement accès aux appellations protégées.

Les partisans de cette évolution estiment qu’elle permettrait d’accélérer les essais au champ de variétés résistantes et de cépages locaux actuellement exclus de la culture. Elle éviterait également de répéter des essais déjà reconnus ailleurs et contribuerait à produire davantage de données agronomiques et œnologiques dans des conditions réelles de vignoble. Selon le rapport, l’objectif n’est pas d’assouplir les règles des appellations, mais de faciliter l’expérimentation tout en préservant le contrôle local des cahiers des charges.

Cette distinction est importante en Italie, où la filière viticole repose à la fois sur une identité géographique stricte et sur un vaste patrimoine de cépages locaux. Toute tentative de moderniser le système variétal ravive une tension de longue date entre la

préservation des règles traditionnelles et la nécessité de permettre aux producteurs de réagir plus rapidement aux nouveaux risques sanitaires, aux nouvelles conditions climatiques et à l'évolution des préférences des consommateurs. Un cadre de culture plus souple pourrait aider les viticulteurs à tester d'autres solutions sans modifier immédiatement la composition des vins protégés.

Les propositions des pépiniéristes dessinent une stratégie plus large pour faire face au ralentissement actuel du secteur viticole. Plutôt que de commencer par réduire les surfaces et de s'occuper ensuite de la compétitivité, ils réclament une politique publique qui fasse de la replantation un levier de modernisation industrielle et environnementale. Selon eux, les fonds consacrés à la reconversion pourraient à la fois améliorer les performances des vignobles et le positionnement des produits, tandis que l'arrachage réduirait les capacités sans nécessairement résoudre le problème de fond : que produire et comment.

Le soutien à cette approche dépendra de la manière dont les pouvoirs publics italiens et européens choisiront d'équilibrer maîtrise de l'offre et aides à l'investissement. Mais l'intervention de Miva et de l'association de pépiniéristes du Frioul-Vénétie Julienne montre clairement qu'une partie de la filière souhaite que la réponse à la crise viticole actuelle porte moins sur la réduction des hectares que sur la transformation des vignobles conservés.